

DEMANDE DE L'AIDE A LA CREATION ET A LA REPRISE D'UNE ENTREPRISE (ACCRE)

S'il y a plusieurs demandeurs, remplir autant de formulaires qu'il y a de demandeurs

Demande de l'ACCRES au moment de la déclaration d'entreprise Demande de l'ACCRES postérieure au dépôt de déclaration d'entreprise (dans les 45 jours suivant la déclaration d'entreprise) Préciser le numéro SIRET de l'entreprise <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	CADRE RESERVE AU CFE DE LA CMA 13 Déclaration n° M1301- Date formalité CFE : Date réception demande d'ACCRES : Date transmission à l'URSSAF :
Création ou reprise d'une entreprise individuelle : compléter les cadres 1, 2, 4 et 5 d'une société : compléter les cadres de 1 à 5	

DECLARATION RELATIVE AU DEMANDEUR

1	Nom de naissance : Prénoms : Numéro de Sécurité Sociale du demandeur : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	Nom d'usage : Nationalité : Sexe M F Né(e) le <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Numéro de téléphone personnel : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
	Domicile : rés., bât., n°, voie, lieu dit : Code postal : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Commune / Pays :	Forain - Nom de la commune de rattachement administratif : - Code postal <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>

MOTIF DE LA DEMANDE D'ACCRES

2	Demandeur d'emploi indemnisé Demandeur d'emploi susceptible d'être indemnisé (bénéficiaire de la convention de reclassement personnalisée) Demandeur d'emploi non indemnisé inscrit à l'ANPE 6 mois au cours des 18 derniers mois Bénéficiaire du RMI ou Conjoint ou concubin d'un bénéficiaire du RMI Bénéficiaire : ACRE (ex ASS) API ATA (1) Complément du libre choix d'activité (1) Parmi les allocataires de l'ATA sont éligibles à l'ACCRES: les bénéficiaires de la protection subsidiaire autorisés à exercer une activité, les ressortissants étrangers auxquels une carte de séjour temporaire a été délivrée, et les personnes en attente de réinsertion (anciens détenus et salariés expatriés non admis au régime d'assurance chômage). Jeune de 18 à 25 ans révolus Jeune bénéficiant d'un contrat emploi jeune qui se trouve rompu avant le terme Personne de 26 à moins de 30 ans non indemnisée ou reconnue handicapée Salarié ou personne licenciée d'une entreprise en redressement, liquidation judiciaire ou sauvegarde qui reprend l'activité de l'entreprise Personne créant une entreprise implantée au sein d'une zone urbaine sensible	3	<p style="text-align: center;">Pour une société</p> Dénomination sociale : Le demandeur : détient avec sa famille plus de 50 % du capital dont 35 % au moins à titre personnel est dirigeant et détient directement ou avec sa famille au moins un tiers du capital dont 25% au moins à titre personnel, aucun autre associé ne détenant plus de 50 % du capital détient, avec les autres demandeurs d'ACCRES, plus de 50% du capital de la société, l'un au moins des demandeurs a la qualité de dirigeant, et chaque demandeur détient une part du capital au moins égale à 10% de la part détenue par le principal actionnaire ou porteur de parts Nombre total d'associés (y compris le demandeur) : <input type="text"/> <input type="text"/>
----------	---	----------	--

4	Niveau de formation (cf. notice) <input type="text"/> <input type="text"/> Motif d'inscription à l'ANPE (cf. notice) <input type="text"/> <input type="text"/> Qualification du dernier emploi occupé (cf. notice) <input type="text"/> <input type="text"/> Date d'inscription à l'ANPE : le <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	Le demandeur - est titulaire d'un contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE) - a obtenu EDEN Nombre d'emplois (y compris le demandeur) - créés <input type="text"/> <input type="text"/> (en cas de création) - repris <input type="text"/> <input type="text"/> (en cas de reprise)
----------	---	--

5	J'atteste sur l'honneur que je n'ai pas bénéficié de l'ACCRES au cours des 3 dernières années et que les renseignements ci-dessus sont exacts, sous peine des sanctions prévues par la loi. Date : Signature du demandeur :	<p style="text-align: center;">CADRE RESERVE A L'URSSAF</p> Demande acceptée Demande refusée / Motif : <input type="text"/> <input type="text"/> N° d'enregistrement du dossier : Date : <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
----------	--	---

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses des personnes physiques à ce questionnaire. Elle leur garantit un droit d'accès et de rectification, pour les données les concernant, auprès des organismes destinataires de ce formulaire.

Attestation sur l'honneur : article 22 II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 : « Quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir de l'État un paiement ou avantage quelconque indu sera puni d'un emprisonnement ou d'un taux d'amende ou de l'une de ces deux peines seulement. »